

Cercle du Marcé, Vevey, 13 mars 2018

CRISE FINANCIÈRE ET CRISE DE LA FOI

1- INTRODUCTION

Crise *financière*, crise de la *Foi*, pourquoi lier deux phénomènes en apparence si contradictoires (autant que le monde du Bien et le monde du Mal) ? De quoi parlons-nous ? Que sait-on de la *finance*, cette finance qui, depuis la crise de 2007 - 2008, polarise les ressources politiques, économiques, technologiques et communicationnelles au point de régner comme le sauveur du monde libre et son nouveau principe régalien ? Ressources qui investissent massivement la foi en l'homme standardisé, instrumentalisé, et qu'on prétend libérer de toute finitude ? Et que sait-on de la *Foi* ? Sinon qu'on la prétend en crise, alors qu'elle est une expérience intimement personnelle et que des peuples entiers massacrent et se massacrent en son nom ? Pourquoi enfin lier *finance* et *Foi* (le Diable et le Bon-Dieu) ? C'est que toutes deux ont aujourd'hui un dénominateur commun : *la crise*, et cette communauté de destin, loin d'être réductrice, se présente au contraire comme une *opportunité* de diagnostic et de traitement.

Notre thèse est que la crise financière est l'un des symptômes de la crise de nos valeurs ; que l'immédiateté pratique du symptôme financier facilite le diagnostic métaphysique plus lointain de la maladie ; que la crise en général est un phénomène familier qui interpelle notre aptitude à gérer nos valeurs et à nous adapter dans un monde qui se transforme, et donc notre capacité à gérer notre questionnement ultime, celui de notre finitude, ses doutes, ses souffrances, ses angoisses, ses impossibilités. Interpeller notre finitude, c'est questionner notre confiance en soi, en l'autre, en nos Institutions, en l'avenir, et questionner notre confiance, c'est poser la question de la foi, la foi en soi, dans l'autre, dans nos Institutions, dans l'avenir, la Foi dans l'Autre.

Que l'on soit croyant ou agnostique, le questionnement ultime de la finitude demeure. C'est pourquoi nous ne ferons pas la distinction entre l'une et l'autre de ces deux attitudes, puisque, comme l'on sait, elles ne sont contradictoires qu'en apparence.

Nous proposons les références et les axes suivants :

a- les références

- la crise de 2007 - 2008, connue sous la désignation de crise des *subprime*, devenue crise de la *dette*. Pour deux raisons :

l'Occident n'est pas sorti de cette crise, à preuves la prolongation de la politique quantitative des Banques centrales américaine et européenne ; le déni systématique d'information sur le chômage et sur l'emploi, le glissement de la coopération de l'Après-guerre vers la confrontation politique, commerciale, financière, fiscale ; la percée mondiale de l'idéologie de la Silicone Valley de Californie sous la poussée idéologique des GAFAM (Microsoft, Apple, Amazon, Facebook, Google)

cette crise est une crise des liquidités et les liquidités sont la dimension financière ou technique de la confiance qui est la clef de l'économie libérale (ou économie de marché).

- la crise de la *Foi*, pour la raison qu'elle est la pointe émergée de l'iceberg de nos valeurs, soit de l'ensemble des paradigmes d'une tradition plusieurs fois millénaire qui fonde notre identité et cultive notre dignité.

b- les axes de développement

- La crise *en général* est un mal nécessaire, indispensable à la survie, inhérente au principe de finitude ; elle conditionne la survie de l'individu, de l'espèce, le développement économique ; elle est le lieu géométrique de l'Alliance biblique et de la rencontre éthique. Le message biblique, le message de Foi, de sens, de vie est un message de crise
- la crise de 2007 - 2008 qui se prolonge aujourd'hui au plan économique comme un corps comateux entretenu grâce à régime strict d'alimentation artificielle de liquidités est un: état d'équilibre instable inédit, qui tend à la disruption
- la confiance a disparu du système
- le régime de la Foi est à la base de l'économie de marché (économie libérale) ; le régime de la Foi a évolué d'un rapport de Foi entre l'homme et Dieu, dans un rapport de confiance entre l'homme et l'homme (une confiance dument contrôlée, une confiance éthique).

2- LA CRISE EN GÉNÉRAL EST UN MAL NÉCESSAIRE

Nous devons en ces temps de déni paradoxal d'information, plus que jamais commettre l'effort de nous ressourcer à l'étymologie, car le sens du langage en général (le français davantage peut-être que d'autres langages s'est figé dans le flou de l'imprécis, la contraction du temps, l'entassement des données, le brouillage de l'américanisme. Avec le mot *crise*, la souche verbale grecque a des accents de trompe dans la brume :

krinein : avoir et faire jouer la faculté de se forger une opinion personnelle, contester, distinguer, trier, juger, séparer et agir en conséquence.

krisis : action ou faculté de distinguer ; action de choisir, choix, élection ; action de séparer, de décider, décision, jugement

Notre matrice culturelle qu'est le grec place le mot *crise* dans la lumineuse pertinence de la *raison*, du *libre-arbitre*, de la *responsabilité*, et situe la crise sur le fil de tension de l'individu en apprentissage de vie et de sens :

La crise désigne un passage (à nu) qui expose, teste, met en valeur ce qui fait que l'homme est homme, soit son identité et sa dignité, dans un conditionnement de combat sur les multiples fronts de vie :

- la survie terrestre dans un environnement compétitif et hautement évolutif
- la vocation du Beau, du Vrai, du Juste, du Rédempteur dans un environnement d'injustice, de mensonge, de laideur, de corruption
- le questionnement ultime sur le sens de la vie, de la mort, de la finitude dans un conditionnement de souffrance, d'angoisse, de désespérance

La crise est le passage qui montre que l'homme dispose, selon la tradition occidentale, pour gérer son mieux-vivre et son bien-être, d'une conscience, d'un libre-arbitre, vertus qui le rendent responsable de soi, de l'autre, de l'avenir et de l'Autre en tant que partenaire d'Alliance. L'enjeu pour l'homme est double : survivre dans une *évolution compétitive* et s'accomplir dans un cadre de justice et de vérité, soit dans un *rapport éthique* d'abord, qui devient *rédempteur* ensuite, et qui s'oriente vers le pardon et l'Amour.

Evolution compétitive signifie que le prix de la finitude est d'une part la loi du plus fort, d'autre part la loi du Vrai, du Bon et du juste, mais aussi celle du pardon et de l'Amour. *Rapport éthique* signifie que le sens de la finitude est dicté par le respect d'autrui, un respect qui se confond avec la crainte, mais attention la crainte de ne pas être à la hauteur (selon le midrash de la Genèse), et non pas celle d'une condamnation originelle (selon la doctrine chrétienne). Or il n'est pas de rapport éthique sans un rapport de confiance, et il n'est pas de rapport de confiance sans un cadre éthique. Rapporté au Seigneur, le rapport de confiance est un rapport de Foi qui va au-delà de l'éthique.

La crise apparaît donc comme un enjeu de survie et de vie pour un individu libre, conscient et responsable. La crise par définition est un passage, soit un état temporaire. Il s'agit en effet d'en sortir pour revenir à la normalité. Une normalité qui aura évolué, et à laquelle les acteurs se seront adaptés.

Une crise qui dure et qui s'installe, n'est plus un passage, mais un nouvel état de fait dans lequel les paradigmes qui définissent la nouvelle normalité sont en rupture avec ceux qui définissent notre identité et nos valeurs. Une crise qui dure est une rupture définitive d'un cadre de vie, une disruption qui fait appel à d'autres valeurs, des valeurs inédites.

Conclusion

De la tension entre notre identité et l'évolution de notre cadre de vie vient que nous nous adaptons ou bien que nous sommes rejetés. La crise est l'opportunité qui nous est donnée de nous adapter à l'évolution de notre environnement. Elle est passage. La disruption nécessite l'intervention de paradigmes inédits. Elle est rupture.

3- LA CRISE DE 2007 - 2008 SE PROLONGE : EQUILIBRE INSTABLE, DISRUPTION ?

La crise que nous vivons depuis 2007 - 2008 est unique par sa longévité, par sa nature de crise des *liquidités* financières, et par sa thérapie d'alimentation artificielle à coups d'injections massives de liquidités. Ce sont les banques centrales qui injectent ces liquidités (*Quantitative Easing*). Elles opèrent par ce même biais le désendettement des banques d'affaires (financières) et de certaines entreprises par la reprise des dettes dites «risque systémique». On assiste au partage inédit du pouvoir régalien entre l'Etat et les banques centrales, partage qui ôte à l'Etat une partie décisive de sa souveraineté, au moins dans les Etats réputés libres.

Cette thérapie financière a eu pour effet de contenir les pressions de la crise économique, de masquer les ruptures de la crise des valeurs et de repousser les prises de décision en attendant le retour espéré de la croissance. Le problème est quadruple :

- on soigne le mal par le mal : faute de confiance, on injecte des liquidités dans le système, pour l'irrigation des circuits économiques et la relance de la croissance, liquidités qui retournent aux banques centrales sous forme de dépôts payants (ce qui est un biais grave du principe de crédit), aggravant le défaut de liquidités et renforçant le manque de confiance

- la création ci-dessus de non-valeur économique se traduit comptablement par la montée exponentielle de l'endettement des Etats

- l'excès d'endettement des Etats met en question leur souveraineté, partant la qualité de l'endettement

- la masse de liquidités créée sans valeur économique stocke un potentiel de dévalorisation des liquidités et des valeurs économiques qui s'appelle l'inflation. Jamais si ce n'est à la fin de

l'Empire romain et avant la montée du nazisme, le potentiel d'inflation galopante n'a été aussi élevé. Il est à ce jour contenu par le maintien artificiel des taux d'intérêts à un niveau proche de zéro

la montée du marché des actions depuis septembre 2011 à ce jour n'est pas l'expression d'une croissance des valeurs économiques, mais le reflet évanescent et fragile d'une poussée des liquidités qui cherchent à se placer. A preuve le chômage réel stagne dans les catégories longue durée, jeunes, seniors, cadres et la qualité de l'emploi ne cesse de se dégrader. Le chômage réel compte les fins de droit et le halo de chômage (la part des chômeurs qui ne cherchent plus). En tenir compte signifie doubler le taux officiel du chômage.

Pour nous, la crise a trop duré et met trop fortement en question nos valeurs pour que nous parlions de crise. Nos valeurs, telles que la dignité d'une population de chômeurs réduite à la ghettoïsation, la rupture des principes de *solidarité, réciprocité, subsidiarité*, de même que des règles économiques, ne suffisent plus à réorienter notre passage adaptatif. Nous sommes de plus rattrapés par le temps que l'innovation et la communication réduisent à la limite du zéro. Et avec cette réduction disparaît la perception du risque. Or la perception du risque, la crainte de la finitude et le respect de ce qu'ils représentent constitue depuis que l'homme est l'homme la meilleure des préparations à la crise.

Conclusion

Nous sommes bel et bien entrés en *disruption*. A preuves l'apparition de phénomènes structurels et non plus conjoncturels qui ne trompent pas, d'abord parce qu'ils subissent un déni généralisé d'information, ensuite parce qu'ils sapent les valeurs sur lesquelles est érigé notre édifice sociétal :

- les nouveaux types de chômages structurels, le chômage de longue durée, des jeunes, des seniors, des cadres ; le chômage d'équilibre ; le halo de chômage. Le déni général d'information à propos des enjeux, et le mensonge systématique à propos des chiffres (il faut les doubler, voire les tripler)
- la dégradation de la qualité de l'emploi (*ubérisation*)
- le remplacement de l'Etat-nation par les Empires
- le basculement de la coopération vers la confrontation

4- LA CONFIANCE A DISPARU DU SYSTEME

Généralités

La confiance a disparu du système au moment de l'éclatement de la crise de 2007 - 2008, quand, par la rupture des liquidités financières à disposition, les banques d'importance systémique ont été pendant une période de 15 jours en situation de faillite, ce qui aurait entraîné la faillite du système financier occidental.

La confiance a déserté le système, du moins la confiance au sens du crédit, du croire, de la foi en l'avenir, en l'autre (certes dûment contrôlée), qui a prévalu dans la construction de notre cadre de vie depuis la dernière Guerre mondiale. Le blocage vient de la rupture de la coopération internationale, du blocage des processus de fédération de l'UE, de la fuite vers la multi-polarisation déséquilibrée du monde en faveur des plus puissants et du glissement vers les nouveaux populismes. La manière dont les membres de l'OCDE ont capitulé devant les requêtes fiscales US et aussi la Suisse dans le cadre de

l'accord FATCA le démontre. La confiance se réduit au bras du levier financier. L'endettement des Etats paralyse le retour à la confiance et le rapport de force qui se déploie pour le moment entre les USA du parti républicain et de Trump avec le reste du monde interdit le retour à la confiance.

- **Coopération. Définitions**

La coopération en général est le choix individuel et collectif d'un comportement qui porte les promesses d'un mieux-vivre ensemble et d'un bien-être individuel dont l'accomplissement est plus efficient ou pertinent que la confrontation. La coopération repose sur la confiance bien cadrée et met en œuvre les qualités de l'Alliance.

La *coopération* en matière d'économie de marché est l'idée que le libre-échange, au contraire du protectionnisme, induit une dynamique autoporteuse qui bénéficie à l'ensemble des partenaires. La politique de coopération a été décidée avec les Accords de Breton Woods en 1944 dans le but de construire les éléments constitutifs d'une paix et d'une prospérité mondiale durables.

La politique de *coopération* repose sur trois facteurs-clés :

- clause de la *nation la plus favorisée* : l'accord porte sur le fait que chaque partenaire accorde aux autres le traitement le plus favorable qu'il accorde à l'un d'eux. Exemple : les droits de douane. L'UE a bafoué ce principe et cet accord de droit international en limitant au 31 décembre 2018 la libre circulation des capitaux suisses.
- clause du *traitement national* : l'accord porte sur le fait que le traitement appliqué dans la juridiction d'un Etat-membre doit être appliqué aux autres, y compris aux représentants des autres Etats à l'intérieur de cet Etat. Ce principe fait l'objet du réajustement en cours de Projet fiscal 17.
- la *réciprocité*¹ : bien que non définie en pratique et non mentionnée dans les accords de l'OMC (anciennement GATT), elle est considérée comme une *obligation*. S'il n'est pas de réciprocité, les clauses ci-dessus ne peuvent avoir d'effet. Si la doctrine admet de parler d'échanges de bénéfices ou de concessions, on peut considérer qu'il y a réciprocité dès lors qu'il y a échanges voulus et reconnus en pratique, ceux-ci pouvant être bénéfiques ou néfastes et pas nécessairement mesurables et que la réciprocité est pratiquée comme une obligation.

On parle de réciprocité spécifique dès lors que

la structure interactive dans laquelle les termes de l'échange entre partenaires donnés sont de valeur équivalente et procèdent selon une séquence définie.²

On parle de réciprocité diffuse dès lors que

la réaction porte sur des domaines étrangers ou sans lien avec ceux dans lesquels évolue l'action.³

¹ Cf. BRANDT Jean-Marie, *Les atouts de la Suisse face à l'Europe*, Lausanne, Editions Favre SA, 1990 (thèse de doctorat)

² Dito p. 37

³ Dito p. 38

- **Confrontation. Définition**

Alors que *confrontation* signifie en français comparer, mettre en report d'équivalence, par politique de confrontation, on reprend de l'anglais l'idée d'une systématique d'*affrontement* direct, en face-à-face, qui est le contraire du dialogue et de la coopération.

Cette politique a été celle de la guerre froide par exemple.

- **de la coopération à la confrontation**

La tension entre les pôles *coopération* et *confrontation* dessine une ligne de crête dont la sinuosité et l'horizon de visée ont entamé une courbe qui tend aujourd'hui à s'écarter de l'horizon de la paix défini par le développement et par le libre-échange.

Depuis la crise de 2007 - 2008 la politique de *coopération* est apparue clairement mise en berne par l'ensemble des partenaires immédiatement concernés par la crise, à savoir les Occidentaux. La politique de *coopération* en effet s'est d'une part réduite à la politique des banques centrales dite du *Quantitative Easing*. Elle s'est d'autre part heurtée à l'approche nationaliste des USA et régionaliste de l'UE. Entre les deux banques centrales, le décalage temporel de la mise en œuvre de ces politiques a démontré la cassure de la coopération. Depuis 1994 et l'*Uruguay-Round* plus aucun accord multilatéral n'a été conclu définitivement. Seule l'entrée de la Chine en 2001 a été un facteur déterminant de coopération. Les tentatives du président Obama de désincarcérer la coopération des accords traditionnels reposant sur les facteurs-clés ci-dessus ont fait long feu. Ainsi en va-t-il de l'*Accord de Partenariat Trans-pacifique* et du *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement*, comme de la *Cop 21*.

Le règlement des différends bancaires suite à la crise de 2007 - 2008 s'est déroulé de manière unilatérale en faveur des USA en passant par la voie du compromis extra-judiciaire en court-circuitant la voie judiciaire. Les valeurs de Vérité et de Justice ont été bafouées dans l'intérêt prioritaire des USA, mais aussi du système financier et de la confiance.

Les conséquences en matière fiscale, notamment la pseudo transparence de l'échange automatique des données, démontre que la volonté de coopération n'est qu'un prétexte pour faire mieux valoir la puissance américaine. Il n'est en effet, comme nous l'avons déjà évoqué, aucune notion de *réciprocité* dans ce suivi ni de partage démocratique. Il en va de même pour la construction législative et prudentielle destinée à l'origine à renforcer le tissu bancaire occidental. Il en va de même des politiques fiscales, en particulier avec la persistance, voire la montée dans certains cas, des spécialités ou des faveurs fiscales.

La finance internationale par le fait de sa mondialisation et celui de sa déréglementation ne suit plus aucun schéma de coopération, ni d'obligation de réciprocité. Le leadership que prend ce phénomène par rapport à l'économie et par rapport au politique fait avorter les tendances, s'il en est de cadrage coopératif et fait taire toute velléité de *réciprocité*. Il n'est plus de clause de la *nation la plus favorisée*, et il n'y en que pour le *traitement national*.

- **Un bras de levier financier sans limite**

Les Liquidités qui inondent le marché comme un nouveau Déluge le monde, se substituent au bras de levier économique sans recréer l'esprit de confiance indispensable au crédit, au croire en l'autre, au croire en l'entreprise, au croire en l'Etat, au croire dans le futur, au crédit. Au contraire le bras de levier financier ne tourne plus que pour lui-même à la recherche d'un profit surmultiplié et de plus en plus immédiat. L'avancée technologique sur laquelle il s'appuie tend à réduire le temps, soit la prise de

risque à zéro, en multipliant quasi à l'infini le nombre d'opérations dans la nanoseconde. L'illusion de l'infini revient à la mode drapée d'atours inédits.

La puissance financière se concentre, depuis la crise de 2007- 2008 dans les mains d'un oligopole technologique qui se développe dans la Silicone Valley en Californie et qui est constitué des GAFAM. Au 31 décembre 2016, ces 5 entreprises dont une seule a plus de 10 ans, totalisaient un trésor en fonds propres de plus 5 mille milliards de dollars (celui des USA est de 15 mille milliards, celui de la Suisse de 650 milliards). Ces entreprises investissent dans la technologie financière et diversifient dans l'IA, jusqu'à l'épigénétique. La finance étant devenue mondialisée et déréglementée, elle ne répond plus à la mission de nourrir l'économie, elle poursuit au contraire ses but propres qui sont de maximiser le profit à court terme, de réduire le risque à zéro, de prendre le pouvoir sur l'économique donc le consommateur, puis le politique et donc l'électeur. Aujourd'hui les opérations financières échappent à toute emprise régaliennne, fût-elle statistique et en tous les cas fiscale, et la majorité de ces opérations se déroulent dans le cadre privé du gré à gré. Avec la crypto monnaie ces sociétés risquent de supplanter les banques centrales.

Le monde qui se prépare sous nos yeux est celui du pouvoir oligopolistique financier dont l'idéologie clairement explicitée est de créer un homme standard qui échappe au principe de finitude et donc qui émerge complétement de notre cadre de valeurs. La mode des crypto-monnaies en est un signe révélateur.

- ***Une information volontairement biaisée***

L'information connaît un délire schizophrène. Abondante à l'infini et accessible dans l'immédiat, elle devient de plus en plus hasardeuse, sauvage, rétrécie, mensongère, instrumentalisée, trompeuse. L'hybridation de la finance, de la communication et de la technologie détournent l'information de son but qui est de rendre libre. Au contraire elle tend à nous emprisonner dans les chaînes des algorithmes pour nous mettre à la merci des capacités politiques et commerciales. Elle entraîne dans un tsunami perpétuel l'ensemble des valeurs accumulées à grand frais au cours des trois derniers millénaires que nous pouvons relier dans une seule et unique gerbe : le *respect*.

Le respect du Bon, du Beau, du Vrai, du Juste, de l'autre ici-bas et de l'Autre là-haut, des Institutions, des valeurs démocratiques, le respect (ou la crainte, ou encore la sagesse : les trois sont bibliquement consanguins) de la finitude, ce seul principe absolu à propos duquel nous devrions tous nous rejoindre. La vague se retire en laissant sur la plage les ruines de la raison et de la foi, la raison ou le libre-arbitre responsable, et la foi ou le rapport de confiance. A peine nous nous attelons à les reconstruire, que surgit une nouvelle vague de populisme, de *fake-news*, d'assassinat de la présomption d'innocence (qui est aussi le droit à la dignité), de crypto-guerre sur le net pour abattre l'Etat souverain, le collectif de référence, et la personne dans ce qu'elle a d'unique et d'irremplaçable (qui fait sa dignité).

Ce mode inédit d'information mêle la technologie la plus avancée, celle de l'intelligence artificielle, à une finance devenue souveraine à la place de l'Etat, diffuse l'idéologie d'un monde post-libéral plaçant en son centre un *homo* non plus *oeconomicus* mais *technologicus* à la capacité augmentée.

- ***Conclusion***

C'est ce biais d'information qui nous fait accroire que l'économie est au redémarrage et que nous sommes sortis de la crise. Quant à la Suisse, ce n'est pas ce mode d'information qui nous abuse, mais plutôt les lissages du leadership politique par la platitude visionnaire des partis politiques, la torpeur routinière de l'opinion publique, la fausse bonne conscience de l'éthique. Ce phénomène détruit l'équilibre du rapport de confiance en masquant les contours du Vrai et, sous prétexte de transparence, nous livrent en direct à la sensation brute, sans donner à la raison la dimension de l'espace et du temps

dont elle besoin. C'est ainsi que les réseaux sociaux piègent toute présomption d'innocence et font fi de la dignité humaine. Le biais de l'information se nourrit et alimente à son tour la rupture du lien de confiance, de foi dans l'autre, de l'avenir, de la finitude.

Il n'est plus de front du Beau, du Vrai, du Juste, du Rédempteur dans l'environnement d'injustice, de mensonge, de laideur, de corruption que dessine le biais institutionnalisé de l'information.

5- DU REGIME DE LA FOI AU SYSTEME DE L'ECONOMIE LIBERALE.

- *Le Régime de l'Alliance*

En Occident l'évolution des régimes du rapport à l'autre, ou du face-à-face nous mène du rapport à Dieu (la Foi), au rapport éthique (la confiance), au rapport libéral de l'économie de marché (la responsabilité individuelle) au rapport post-libéral de la finance (les liquidités).

Le Régime du face-à-face est celui qui caractérise l'homme en tant qu'individu sociétal. En Occident ce rapport a évolué du «Tu ne tueras pas», à «Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'on te fasse», à «Aime ton prochain comme toi-même», à «Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés».

L'évolution du face-à-face repose sur le principe de l'Alliance, soit le pari de la confiance de personnes en relation de partenariat. Ce pari est celui de la croyance, ou la foi entre deux partenaires en solidarité, dont l'un est improbable parce que le Créateur et l'A-nommable ou l'Infini, et l'autre parce que la créature et le nommable ou le fini. Comment se porter solidaires, et coresponsables dans cette Alliance faite d'absolue dissymétrie ? C'est la question improbable, parce que non naturelle, de la confiance, de la croyance, de la Foi du plus petit, du plus faible, du fini, par rapport à l'Infini d'une part, mais aussi de l'autre, son semblable, son frère pour ce qu'il a d'absolu, ce qui fait sa dignité, ou ce qui incarne en lui l'image de l'Infini.

Nous dirons que par essence, l'homme est en état de crise perpétuelle, existentielle dans son rapport au Seigneur de la Bible, et que c'est de cet état de crise que sont issues les vertus qui fondent avec son *identité* de partenaire dans l'Alliance à l'image du Créateur, sa *dignité*.

Le témoignage biblique propose, sous forme de *révélation* pour le croyant, de *sapience* pour l'agnostique, le mode de la crise perpétuelle, de la mise en question, ou de l'aggiornamento, nécessaire à l'adaptation à l'état de finitude et à la volonté d'évoluer au-delà de cet état. Ce témoignage spécifique à notre tradition judéo-gréco-romano-chrétienne, n'est rien d'autre qu'une orientation proposée pour le passage entre la loi du plus fort à celle du Vrai, du Bien, du Juste, et du passage entre le définitivement corruptible à l'éternellement Incorruptible.

En conclusion, le témoignage biblique nous enseigne que le rapport de Foi est un rapport de crise parce que, dans la tradition occidentale, il suppose un partenariat impossible entre l'homme immanent et le Seigneur transcendant.

Or le rapport de Foi reprend et sublime le rapport de confiance de l'homme à l'homme. Comme le montre Emmanuel Levinas⁴, ce qui nous caractérise en Occident, c'est le *rapport éthique*, le *rapport à l'autre*, celui qui mène *au Tout Autre*, à *l'infini*, à *Dieu*, dans un impossible élan joliment qualifié d'*asymptotique* par Pierre Hadot⁵, puisque comme le résume Levinas :

C'est dans le visage d'autrui qu'il y a Dieu, et pour moi, toute la théologie.⁶

⁴ LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini*, Pars, Kluwer Academic, 1971

⁵ in HADOT Pierre, *Eloge de la philosophie antique*, Paris, Editions Allia, 2003

⁶ in LEVINAS *ibid*.

Dans un environnement compétitif à haut degré sélectif la confiance n'est pas aussi naturelle que la défiance. Le rapport de confiance n'est donc pas celui que la pratique laisse paraître. Il est un rapport de crise, puisqu'il ne va pas sans un cadre éthique, une prise de conscience, de risque, de responsabilité, un tri, une mise en question, un jugement, un choix, un renoncement, un engagement.

- ***Le régime libéral de l'économie de marché***

Le régime de l'Alliance a fait évoluer l'homme vers le statut de personne libre, responsable et engagée dans son rapport à soi, à l'autre, à l'Autre et aux choses. D'abord redevable à un roi-divin, puis à Dieu, puis à Dieu et à l'Etat, il a appris à articuler et à développer son identité et sa dignité sur le fondement de son libre-arbitre et sur le principe de sa responsabilité individuelle. Dans le cadre judéo-chrétien, ce rapport est éthique et il se développe dans le respect réciproque, qui est, nous l'avons évoqué, un rapport de crainte positive (le respect). Nous dirons que le rapport de Foi a évolué en rapport de confiance. Le rapport de crédit en est le succédané. Le système libéral de l'économie de marché repose sur ce régime du face-à-face de la responsabilité individuelle.

6- CONCLUSION

La crise financière de 2007 - 2008, en balayant le régime de confiance (dument contrôlée) a fini par faire entrer le système libéral dans une phase disruptive. La caractéristique de cette disruption est que les critères traditionnels de notre cadre de vie semblent ne plus suffire à notre orientation en période de mise en question de nos valeurs. Le régime de l'Alliance repose sur la Foi dans un improbable partenariat qui fait évoluer le partenaire le plus faible vers davantage de liberté, de responsabilité, de justice, de partenariat. De la Foi dans le Seigneur, qui commence d'abord par être le roi médiateur, puis qui devient le dieu le plus fort, et qui aboutit enfin au Seigneur universel transcendant et donc l'Unique et l'Innommable, est né le système éthique du face-à-face. Il repose sur la Foi, qui est un acte de confiance sublimé, sur la confiance en soi, en l'autre, en l'avenir. Le régime de la Foi a libéré l'homme de la contrainte de la finitude en le rendant responsable de son avenir à la Grâce de Dieu. Agrémenté du rationalisme grec et du juridisme romain, le régime de la Foi s'est transposé dans la vie politique, sociale et économique. Il a libéré l'homme dans sa relation à l'autre, aux Institutions.

C'est ce système, ce principe du face-à-face éthique, rationnel et juridique qui est la base de notre système économique, le système de l'économie libérale. C'est cette tradition, ce sont ces acquis politiques, sociaux, économiques qui sont mis en cause par la disruption financière du monde.

Crise financière et crise de la Foi sont toutes deux les symptômes d'une crise profonde de nos valeurs. Ces crises sont l'opportunité qui nous est donnée de nous remettre en question de procéder à une évaluation de situation, de recalibrer l'appareil qui fonde notre identité et construit notre dignité afin de nous permettre de ressortir renforcés de ce passage vers une postmodernité qui se teinte de leurs prométhéennes de l'idéologie post-humaniste.

7- APPENDICE : L'ENJEU DE LA CORRÉLATION RELIGION-CULTURE

Le théologien luthérien Paul Tillich, qu'on peut aussi considérer comme un philosophe, a construit, avec sa notoire théologie systématique (les catholiques diraient "dogmatique") le principe de la corrélation religion culture. Sur ce principe repose sa thèse, selon laquelle l'identité occidentale est le produit d'une tension évolutive entre deux pôles complémentaires : la *religion* qui en est le contenu, et la *culture* qui en est le contenant ou la forme.

- **Le principe de corrélation**

La corrélation se dit d'un objet "qui est dans une relation telle avec un autre objet, que l'un suppose l'autre."

Au contraire de la *dialectique* qui chemine par opposition entre deux fronts opposés, la *corrélation* progresse par équilibre entre deux pôles complémentaires. La corrélation exprime, par la force de sa tension et les positions du curseur qui la mesure, l'équilibre instable des attitudes humaines, leur dynamique faite de développement et de régression, aux niveaux individuel, collectif et évolutif.

- **Le principe de corrélation religion - culture**

Le message chrétien s'incarne dans une culture donnée et il n'existe pas à l'état d'abstraction. La Bible en effet est le produit d'une culture, d'une tradition et d'une autorité, lesquelles sont de même alimentées par la religion. Cette tension corrélatrice a permis à l'offre religieuse de s'adapter à la demande, jusqu'à la modernité, soit jusqu'aux Lumières. Cette capacité évolutive aujourd'hui paraît se gripper et l'offre religieuse s'agrippe sur le pôle formel de la tradition et du dogme. La demande existe toujours et peut-être plus que jamais, l'offre cependant ne la croise plus au niveau d'un juste partage. L'offre religieuse devient obsolète. Selon Tillich ce risque n'est pas nouveau, mais il est inhérent à une crispation naturelle sur le pôle de la forme (de la culture). Et c'est de cette crispation que sont nées les pires exactions. Selon Tillich :

"Une des ambiguïtés de la religion qui met en danger la mission est la tentative d'une religion d'imposer ses propres formes culturelles aux autres cultures au nom de l'être nouveau en Christ."

Or la crispation n'est pas conforme au message biblique, qui est un message de crise dans le rapport à l'autre, à l'Autre, à la finitude. La crispation fracture le rapport à l'autre, à l'Autre et dénature le rapport à la finitude. De plus la religion est conditionnée par l'évolution de l'environnement qui lui est propre. Elle n'est pas immobile ou figée. Au risque de la rupture elle doit évoluer sur l'axe de la création. La religion avec elle en corrélation doit évoluer de même.

Au cours des siècles le curseur a voyagé sur la ligne de tension corrélatrice religion-culture : chez les Anciens Egyptiens, le poids essentiel pesait sur la religion où forme et contenu avaient tendance à se confondre. Les Périodes dites "Intermédiaires" étaient des périodes de crise ou de passage vers un plus sociétal et individuel, pendant lesquelles le curseur tendait vers la forme, vers la culture. Chez les Anciens Grecs, les dieux avaient été relégués sur l'Olympe et le curseur vibrait du côté du pôle de la culture (la raison). Aujourd'hui on peut observer que le curseur se tient pratiquement sur le pôle de la culture. Encore faudra-t-il définir de quelle culture il s'agit.

C'est cette ligne de tension corrélatrice religion-culture qui définit notre identité et qui a construit ce qui fait notre dignité. Or cette culture a évolué depuis les Lumières et la Révolution industrielle de telle sorte que le pôle économie, s'est progressivement imposé jusqu'à prendre la place du pôle religion, mettant à l'épreuve notre identité et ce qui fait notre dignité, au point de leur faire subir les effets d'une tension disruptive. Cette culture économique a repris la prétention d'un dogme à valeur universelle, qui n'est plus religieux, mais qui s'impose par l'absolu de ses vertus propres. C'est le dogme

ou la Loi dite "universelle" du marché, que cadre l'économie libérale, successeur de l'économie capitaliste.

- ***Le principe de corrélation économie - culture***

La culture se trouvant de moins en moins en corrélation avec la religion, en raison de l'obsolescence de son offre, le lien de tension corrélatif entre ces deux pôles traditionnels finit donc par se rompre et être remplacé par un lien de corrélation culture-économie. La culture secrète progressivement une économie sans lien vivace avec la religion, mais qui conserve les "vestiges" de la religion, en particulier sa prétention dogmatique universaliste. C'est l'économie capitaliste, essentiellement d'esprit protestant, qui a mis en exergue la liberté et la responsabilité individuelles, poussant l'avantage comparatif décisif du libéralisme. L'économie de marché a repris à son compte le régime d'Alliance de solidarités entre partenaires reposant sur la confiance bien cadrée par l'éthique et par le l'appareil institutionnel.

Notre thèse est que l'économie étant partie intégrante de la culture, elle est fondamentalement, mais indirectement en corrélation avec la religion. L'économie fait partie des créations symboliques du XIXème siècle comme les sciences de la nature, la technique, l'industrie, toutes trois étant au service et dépendant de l'économie dans la société bourgeoise ou industrielle. La philosophie, dont la théologie s'était déjà détachée, laissant la part belle à la psychologie, se retira des sphères de l'esprit pour occuper le terrain de la logique. L'Etat se mit au service et dépendit de l'économie, délaissant toute ambition de rationalité universelle. En bref comme le dit Tillich :

La formation culturelle [geistige] même devint signe caractéristique d'une classe et instrument de pouvoir économique.

La forme a pris le pas sur la profondeur de l'esprit, de la vie. Devenue autosuffisante parce que s'appliquant en priorité à l'économie, elle est devenue l'expression d'une volonté de prise de pouvoir universelle. En devenant autosuffisante dans son expression économique, la culture a rompu le lien corrélatif avec la religion. L'une dépendant de l'autre selon la vision tillichienne, elle s'est autodétruite pour laisser la place à une nouvelle forme de culture qui est celle de l'économie. L'économie réalise ses propres fins, puisqu'elle entend offrir au plus grand nombre, au meilleur prix, la quantité la plus élevée de biens, satisfaisant et suscitant des besoins toujours renouvelés sans qu'intervienne la notion de sens, mieux en rendant obsolète le besoin ou questionnement ultime par la banalisation des besoins [et questionnements ultimes] en général et en particulier des valeurs.

On observe avec Tillich que :

On ne perçoit en tout cela aucun dépassement de soi, aucune considération de l'existence. Les formes du processus de vie sont devenues pleinement indépendantes de la profondeur de la vie.

Dans le rapport à l'autre il n'est lu de rebond avers le rapport à l'autre, et il n'est lu de rapport à la finitude. Le rapport éthique a été évacué de l'économie.

- ***Le principe de corrélation finance - culture***

L'économie se trouvant de moins en moins en corrélation avec la culture, le lien de corrélation entre les pôles économie et culture finit, dans la prolongation de la crise de 2007 -2008, par se rompre et être remplacé par le lien de corrélation finance - culture. L'économie a secrété progressivement une finance sans lien vivace avec la culture en particulier avec les principes d'éthique, de solidarité, de subsidiarité, de justice, mais qui conserve, nous le soulignons, les "vestiges" de la doctrine de la Vérité universelle qui s'impose d'elle-même.

Nous construisons aujourd'hui l'illusion prométhéenne de la finitude illimitée et autosuffisante. La visée de l'économie de marché est par nature impérialiste et infinie, mais elle fait normalement face à la pluralité (notamment culturelle, par exemple en Chine, en Inde) et à la finitude (la Main Invisible) grâce à quoi elle se réforme, s'adapte et évolue.

Livrée à elle-même, puis à la finance, elle est entrée dans la sphère de l'action économique autonome, qui suit ses lois propres, pour se diluer dans le flou de la finance oligopolistique qui concentre les profits, les développements technologiques, l'information et la communication. Il s'est développé et étendu au monde une posture que Tillich dénonçait :

le rapport aux choses dans l'économie de libre marché devient dominateur, sans éros, sans caractère communautaire." Le temps n'est plus le Temps messianique, le Temps qui reste [...].

Cela signifie la domination de l'économie financière sur toutes les fonctions de la vie, entraînant la négation de l'espace-temps et du risque, ou de la finitude et, par conséquent, l'absence de temps tourné vers l'éternité, vers l'espérance, vers la confiance, vers la Foi.

La culture de l'économie financière se propage dans une forme d'équilibre instable d'où elle tire sa force et qui est un but en soi. Elle fait partie de cet esprit irresponsable que Tillich dénonce comme l'un des deux facteurs de crise pour l'humanité :

L'esprit au service de la domination rationnelle des choses et l'esprit irresponsable.

La finance, dont la fonction est d'être au service de l'économie, s'est développée depuis la crise de 2007- 2008 au point de servir désormais ses intérêts propres, en se "*hedgeant*" sur l'économie. Dès lors c'est l'économie qui est au service de la finance et la finance vampirise de l'économie sa substantifique moelle. De plus la finance secrète sa propre culture avec l'aide de la toute puissante idéologie de la Silicone Valley. D'où une nouvelle corrélation finance - culture à la dynamique disruptive, la finance étant déréglementée, agissant dans le secret du privé et échappant à tout encadrement politique, éthique, juridique, culturel au sens de notre identité traditionnelle.

Désormais tout lien, toute trace de religion, de culture, de nos valeurs traditionnelles au sens de notre identité (reposant sur les qualités du relationnel, de la responsabilité individuelle, du libre-arbitre et de la dignité de la personne et des institutions) tendent à s'effacer au profit de la disruption inhérente à cette idéologie. L'édifice qui nous a menés depuis plus de trois mille ans de la croyance à la Foi et de l'Alliance de la Foi à la confiance de l'économie d marché est en ruine.

Jean-Marie Brandt, Cercle du marché, Vevey, 13 mars 2018